



HAL
open science

Israël dans un Moyen-Orient en ébullition

Alain Dieckhoff

► **To cite this version:**

Alain Dieckhoff. Israël dans un Moyen-Orient en ébullition. [Rapport de recherche] Centre de recherches internationales. 2015, pp.8. hal-03613213

HAL Id: hal-03613213

<https://sciencespo.hal.science/hal-03613213>

Submitted on 18 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ISRAËL DANS UN MOYEN-ORIENT EN EBULLITION

27 JANVIER 2015

Alain Dieckhoff, directeur du CERI

LES GRANDES LIGNES

L'essentiel de la croissance israélienne (3% prévus en 2015 par le FMI) vient de la haute technologie.

Une société extraordinairement dynamique compense les déficiences de l'État et permet de surmonter les tensions sociales, politiques, sécuritaires.

À l'approche des élections du 19 mars, le bilan intérieur du gouvernement de Benjamin Netanyahu est mitigé. La crise du logement et la pauvreté perdurent.

La guerre de Gaza de l'été 2014, troisième du genre, a fait de très nombreuses victimes, a isolé diplomatiquement Israël et n'a rien résolu.

Le contexte régional a changé : quatre ans de guerre en Syrie, poussée du djihadisme dans toute la région, en Irak, dans le Sinaï, à Gaza.

Les enquêtes pré-électorales soulignent une montée de la droite radicale en Israël. Même Netanyahu est contesté dans son parti par des plus nationalistes que lui.

Naftali Bennett, leader charismatique du parti ultranationaliste religieux Foyer juif (*Jewish Home*) réclame l'annexion à Israël de 60% de la Cisjordanie.

Une alternance est néanmoins possible, si les travaillistes et les partis centristes, lesquels font liste commune, parviennent à former une coalition avec le soutien sans participation des partis arabes.

Le résultat sera de toute façon très serré et le risque d'instabilité demeurera.

Si le centre gauche l'emporte, les négociations avec les Palestiniens devraient reprendre. Si c'est la droite, rien ne changera sur ce plan.

UN PAYS DYNAMIQUE

La *start-up nation*

Nouvelle encourageante, le Fonds monétaire international prévoit pour Israël un taux de croissance en 2015 de 3%. L'essentiel de la croissance israélienne vient de l'économie *high-tech*. C'est un pays que l'on peut qualifier de *Start up nation*. Quelque 70% des exportations industrielles sont des produits de haute technologie. Tous les ans, 500 nouvelles *start-up* naissent en Israël. C'est essentiellement dû au capital humain et aux investissements de l'État. Ce dernier consacre 6% de son PIB à la recherche et au développement.

On le constate de ses propres yeux quand on se rend sur place. À Haïfa, par exemple, au bord de la mer, on peut voir quantité d'entreprises *high-tech*, de laboratoires de recherche, soit d'origine locale, soit des dépendances de grands groupes (Google, Yahoo, Microsoft, etc.).

La découverte de gisement de gaz naturel *off shore* change aussi considérablement la donne économique. En plaisantant, Golda Meïr, premier ministre de 1969 à 1973, affirmait en vouloir à Moïse qui, après avoir promené les Hébreux pendant 40 ans dans le désert après la sortie d'Égypte, les avait menés au seul endroit du Moyen-Orient où il n'y avait pas de pétrole. Faute d'or noir, il y a désormais du gaz. D'après les experts, le potentiel de gaz naturel pourrait être de l'ordre de 1 000 milliards de m³. Cela permettrait à Israël, non seulement d'être autosuffisant, mais encore d'être vendeur de gaz à l'avenir.

La force de la société

Il arrive souvent que l'on demande comment font les Israéliens pour vivre dans un environnement inquiétant sur le plan politique et sur celui de la sécurité. Fondamentalement, c'est la société qui fait tenir l'ensemble. Elle est incroyablement dynamique. Les 500 créations de *start-up* par an, dans un pays d'un peu plus de huit millions d'habitants, le prouve. On compte aussi 30 000 associations ou ONG dans tous les domaines : éducation, religion, social, droits de l'homme. Elles n'étaient que 3 000 au début des années 1980.

Cette société permet de surmonter les difficultés politiques qu'elle traverse ; elle compense un État qui ne fonctionne pas très bien et dont le système politique n'est pas performant. De nouvelles élections auront lieu le 19 mars 2015, un peu plus de deux ans après les précédentes. On peut y voir l'aspect positif d'un système respectant formellement les procédures démocratiques, mais la répétition rapprochée des scrutins montre que ce système ne fonctionne pas bien dans sa globalité. Depuis 1999, aucune législature n'est allée jusqu'à son terme.

NETANYAHU : UN BILAN MITIGÉ

Le bilan du gouvernement sortant est mitigé. Sur le plan interne, deux points paraissent importants. Le premier est celui du logement. Au cours de l'été 2011, il y a eu dans les grandes villes, notamment à Tel Aviv, le « mouvement des tentes ». C'était un mouvement de protestation analogue à ce que l'on a pu voir dans d'autres pays, par exemple avec manifestations de Gesi à Istanbul. Les manifestants israéliens ont occupé des places, le boulevard Rothschild, grande artère de Tel Aviv, pendant plusieurs semaines pour protester contre les prix du logement. L'augmentation des loyers et des biens immobiliers à l'achat est le revers du dynamisme *high tech*. Le gouvernement de Benjamin Netanyahu a pris quelques mesures, mais cela n'a pas entraîné beaucoup de changement. Les prix n'ont pas baissé, il n'y a pas eu de vrai programme de construction de logements sociaux. Ce n'est pas nouveau. Depuis le tournant de la libéralisation économique, au milieu des années 1980, l'État n'est quasiment plus présent dans ce domaine. Tout ou presque relève du secteur privé.

Pauvreté

Autre problème récurrent, envers lui aussi de la *start up nation* : la pauvreté. C'est un aspect du pays que l'on voit peu dans les grandes villes, mais il suffit d'aller au sud de Tel Aviv pour découvrir un autre Israël. Une famille sur cinq environ vit sous le seuil de pauvreté. Il s'agit essentiellement de juifs d'origine orientale, d'ultra-orthodoxes et d'arabes israéliens. Ces derniers représentent 20% de la population et vivent surtout en Galilée, au nord du pays et dans le Néguev, au sud. Dans ces familles, le plus souvent nombreuses, il n'y a, en général, qu'une seule personne au travail, la femme chez les ultra-orthodoxes, l'homme chez les arabes israéliens. C'est une des explications de la pauvreté. Peu de choses ont été faites pour tenter de la réduire et pour attirer davantage ces populations sur le marché du travail.

Gaza, une guerre pour rien

Sur le plan régional, le fait marquant a été la guerre contre le Hamas à Gaza, en juillet-août 2014. C'était la troisième du genre. Une première phase d'affrontements a eu lieu au tournant de 2008-2009, une autre, plus courte, en novembre 2012. La troisième a été la plus longue (50 jours). On a une impression de déjà-vu : mêmes protagonistes (l'armée israélienne contre le Hamas), mêmes résultats (beaucoup de Palestiniens tués - plus de 2 000 - et beaucoup de destructions). Du côté Israélien, il y a eu, cette fois-ci, à la différence des conflits précédents, des pertes militaires (66 soldats tués). Politiquement, comme les fois précédentes, rien n'a avancé. Le Hamas est toujours au pouvoir à Gaza.

Un contexte régional bouleversé

Ce qui a changé par rapport aux conflits précédents, c'est le contexte régional. En 2008, il y avait une assez

grande stabilité des régimes voisins d'Israël : Hosni Moubarak en Égypte, Bachar El-Assad en Syrie, certes pas allié, mais qui tenait son pays. Ce n'est plus le cas. La guerre en Syrie dure depuis mars 2011. Ses effets déstabilisateurs, très sérieux, n'ont, pour le moment, pas trop touché Israël, même s'il y a de temps en temps, au Nord du Golan des échanges de tirs. Les combats entre l'armée syrienne et les rebelles débordant parfois la frontière, il arrive que Tsaahal riposte. Néanmoins, Israël a le souci de ne pas être impliqué à son tour dans ce conflit.

Heureusement pour Israël, la Jordanie n'a pas beaucoup bougé depuis 2011. Les Israéliens font ce qu'ils peuvent, dans la mesure de leurs moyens, pour aider le roi Abdallah. Depuis le traité de paix de 1994, il y a une entente tacite entre les deux États pour conserver les relations les meilleures possibles. La Jordanie est un État-tampon dont la stabilité est vitale pour Israël.

Du côté du Sinaï, le changement de cap au Caire a été plutôt positif pour Israël par rapport à 2012. Mohamed Morsi, frère musulman, était alors président. Mais l'armée, qui l'a emprisonné après avoir pris le pouvoir, fait la chasse aux frères musulmans, dont le parti est interdit. L'entente tacite, qui existait du temps de Moubarak, a été rétablie pour lutter contre les groupes djihadistes, assez actifs dans le Sinaï.

PERSPECTIVES ELECTORALES

À l'approche des élections générales du 19 mars, des recompositions partisans s'amorcent. Il y avait trois partis centristes en 2013. Il n'en reste qu'un, *Yesh Atid* (Il y a un futur), qui s'est allié avec le Parti travailliste. En termes d'offre politique, c'est un développement positif, qui peut fournir une alternative par rapport à Netanyahu. Mais il y a toujours des surprises pendant les campagnes électorales et l'on ne sait jamais ce qui va sortir des urnes. Quoi qu'il en soit, la constitution d'un pôle de centre gauche, un peu comme ce qui s'est fait en Italie, peut être crédible, d'autant que le Parti travailliste a fait son Bad Godesberg, comme le SPD allemand en 1959. Il est moins socialiste que les franges les plus à gauche du parti socialiste français ; il s'est converti à l'économie de marché et son alliance avec un parti centriste est assez naturelle.

Montée de la droite radicale

Un tel rapprochement peut mobiliser les juifs libéraux, laïques, qu'inquiète la montée d'une droite radicale, d'ailleurs présente au sein du gouvernement actuel, représentée par *Jewish Home* (Foyer juif). Ce parti est mené par un quadragénaire dynamique, entrepreneur venu du monde de la *high tech*, Naftali Bennett. Son profil explique que le parti ait réussi à élargir son assise électorale. Il attire essentiellement des religieux nationalistes, mais aussi des gens qui ont voté pour lui aux dernières élections pour ce que Bennett représente : quelqu'un qui est dans la modernité, mais en même temps nationaliste. Politiquement, il est très à droite. Il souhaite ouvertement l'annexion des 60% de territoire cisjordanien toujours sous contrôle israélien (les 40% restants constituant l'Autonomie palestinienne), dans lesquels se trouvent les 120 implantations juives, lesquelles regroupent environ 250 000 habitants. C'est une rupture symbolique. Jusqu'à

présent, même les partis les plus nationalistes n'avaient pas officiellement revendiqué l'annexion par Israël de territoires palestiniens. Ils pratiquaient une politique liant de plus en plus ces territoires à Israël sans jamais franchir le pas d'afficher ouvertement une volonté de confirmer cette main mise sur les plans tant juridique que politique.

Une partie de l'électorat juif laïque, qui réside, pour l'essentiel, le long de la Méditerranée, entre Haïfa au nord et Ashdod au sud, en passant par Tel Aviv, est effrayée par ce glissement à droite, que l'on observe aussi au sein du Likoud. Netanyahu est contesté, au sein de sa propre formation, par des députés à la fois plus jeunes et beaucoup plus nationalistes que lui. Parmi ceux-là, une femme, Miri Regev, a été placée en quatrième ou cinquième position sur la liste du Likoud, ce qui prouve qu'elle bénéficie de soutiens dans le parti. Le premier ministre doit en tenir compte. C'est l'enjeu des élections de savoir quel camp mobilisera le mieux et saura faire basculer les indécis soit vers la droite, soit vers le centre gauche.

La possibilité d'une alternance

À un mois et demi du scrutin, on peut penser que la possibilité de la victoire d'une coalition du centre gauche est possible. Les travaillistes et le Meretz, autre parti de gauche, pourraient tabler sur 30 sièges, les partis centristes sur 20. Avec le soutien sans participation des partis arabes (12 ou 13 sièges), cela ferait une courte majorité. Avec 62 sièges sur 120, celle-ci permettrait la formation d'un gouvernement, qui resterait néanmoins à la merci d'une possible défection. Le parti travailliste est conduit par un leader très dynamique, Yitzhak Herzog, qui a de l'expérience, notamment ministérielle. Si la campagne électorale est bonne, cela peut faire la différence.

L'indécision reste forte, mais la possibilité d'une alternance existe. D'autant que Netanyahu est critiqué de l'intérieur de son parti et un peu usé par le pouvoir. Après Ben Gourion, c'est le premier ministre resté le plus longtemps en fonctions. D'abord entre 1996 et 1999, puis de 2009 à 2015. S'il l'emportait, ce serait la quatrième fois - la troisième fois de suite. C'est théoriquement possible, mais cela risque d'être un peu plus compliqué que les fois précédentes.

DEFIS A RELEVER

Quel que soit le vainqueur, sa marge de manœuvre sera relativement étroite. Il n'aura pas de forte majorité. Il y aura un risque d'instabilité. Les défis resteront les mêmes. En interne : logement et pauvreté. Le logement peut être cause de mobilisation, plutôt des classes moyennes que des milieux populaires. Face à la pauvreté, il est heureux qu'existe une société civile vigoureuse ; toutes sortes d'associations du style Restos du cœur permettent de venir en aide aux plus démunis et d'éviter le pire. Parmi les défis, il reste le serpent de mer de la fiscalité. Depuis la libéralisation des années 1985 et suivantes, elle est assez injuste, car elle passe plus par la TVA que par les impôts directs. Netanyahu a favorisé les classes sociales supérieures en allégeant la pression fiscale qui s'exerçait sur elles.

INQUIETUDES REGIONALES

Parmi les défis régionaux, au-delà de la question de Gaza, figure la montée du djihadisme en Syrie et en Irak. Ce problème est suivi de très près, en Israël comme dans les pays voisins, tel la Jordanie, par l'armée et les différents organes de sécurité, par les *think tanks*, dans les universités, souvent proches des militaires. Déjà, quelques groupes islamistes se sont convertis à ce type de djihadisme global à Gaza.

Autre dossier régional : l'Iran. Très clairement, Israël ne croit pas à la possibilité d'une négociation débouchant sur une solution qui s'imposerait aux Iraniens. Les prolongations successives des négociations confirmeraient la difficulté de parvenir à un accord. Aux yeux du gouvernement actuel, ce que l'on sait des points discutés avec Téhéran ne correspond pas aux défis auxquels le nucléaire iranien expose la région.

L'enjeu palestinien

En ce qui concerne les Palestiniens, beaucoup dépendra du résultat des élections du 19 mars. Si Netanyahu gagne pour la quatrième fois, il y a des fortes chances qu'il reconduise une coalition du même type que la précédente, avec l'extrême droite et les ultra-orthodoxes. Dans ce cas, il fera le service minimum sur la question palestinienne.

Si le centre gauche l'emporte, on peut attendre une reprise des négociations avec l'Autorité palestinienne. On irait davantage vers la constitution en bonne et due forme d'un État palestinien. Sans rien céder sur la question de la sécurité, le centre gauche souhaite une ouverture politique et veut renforcer le partenaire le plus affaibli, Mahmoud Abbas. Ce dernier approche des 80 ans. Il n'a pas de successeur désigné. C'est peut-être le moment d'avancer. Face au Hamas, surtout compte tenu du changement de cap égyptien, la stratégie de l'endiguement serait maintenue.

POUR EN SAVOIR PLUS

Pas d'intégration régionale

Complètement intégré dans l'économie globalisée, Israël n'a pas besoin d'être intégré dans la région. Il peut se passer complètement de contacts économiques avec le Moyen-Orient. Ses marchés ne sont pas là. Il commerce avec l'Union européenne, l'Amérique du Nord et de plus en plus avec l'Asie. Cette situation a un aspect négatif, car elle ne pousse pas les Israéliens à faire un effort en direction de leurs voisins.

Perte de l'allié turc

Avec le revirement de la Turquie, qui compte beaucoup dans la région, Israël a perdu un allié de poids. Ankara a réduit sa représentation diplomatique. Après quinze ans de relations étroites, la coopération militaire et stratégique entre les deux pays n'existe plus. La porosité de la frontière turco-syrienne est vue d'un mauvais œil par les Israéliens. Assad était un adversaire, mais il contrôlait la situation et l'on connaissait ses lignes rouges.

Proportionnelle intégrale

Le mode de scrutin est la proportionnelle intégrale. Mais il y a cette année une petite modification, qui aura une traduction politique inévitable. Le seuil électoral pour avoir des députés passe de 2% à 3,25% des suffrages (en Allemagne, c'est 5%). Le rapprochement entre le centre et le Parti travailliste est un peu lié à ça. De même, pour la première fois depuis 1949, les trois partis arabes vont constituer une liste unique. Deux d'entre eux au moins, risquaient de ne pas franchir le seuil électoral. Les musulmans très religieux de la Liste arabe unie devront s'entendre avec les laïques du Hadash (Parti communiste), pour lesquels les chrétiens arabes votent sans difficulté. Depuis une dizaine d'années, on réfléchit à un système inspiré du modèle allemand, conjuguant les systèmes proportionnel et majoritaire : une partie des députés élus sur des listes, l'autre dans des circonscription. Ce serait une bonne solution pour Israël. Il faut une proportionnelle, compte tenu de la multiplicité des groupes composant la société, mais un peu de correctif majoritaire rendrait le pays gouvernable. Une telle réforme ne peut pas être mise en œuvre, car il faudrait qu'elle soit votée au Parlement. Or, les petits partis n'en veulent pas car, objectivement, ils seraient pénalisés.

Financements électoraux

Le financement des campagnes électorales est encadré et respecté. Une commission des comptes de campagne existe comme en France. Les entreprises peuvent aider les partis politiques, dans des limites définies. Elles soutiennent beaucoup de Parti travailliste, qui a été au pouvoir de 1949 à 1977. C'est l'époque où la classe des businessmen s'est constituée, avec un État très présent dans l'économie d'un pays en construction. L'alliance avec le monde de l'entreprise s'est donc fait, historiquement, avec la gauche. C'est resté vrai après. Dans les années 1990, les chefs d'entreprise soutenaient pratiquement tous le processus de négociations engagés par Yitzhak Rabin.

Discours sécuritaire et agenda social

Netanyahu mettra la question palestinienne en avant dans la campagne électorale. Son bilan interne étant médiocre, il accentuera le discours sécuritaire. Le centre gauche mènera une campagne à deux facettes : l'une sur la nécessaire ouverture politique à destination des Palestiniens, sans pour autant baisser la garde sécuritaire ; l'autre consistant à présenter un agenda social. L'électeur israélien de base ne se détermine pas



seulement en fonction du problème palestinien, mais aussi du logement, du coût de la vie, comme dans les autres pays. Un nouveau parti centriste, le Peuple c'est nous, a spécifiquement un agenda social.

Isolement diplomatique

Le centre gauche s'efforcera de montrer que Netanyahu a contribué à l'isolement diplomatique d'Israël avec la troisième guerre de Gaza. La relation avec les États-Unis, vitale pour le pays, en a été affectée. L'idée que des militaires israéliens, voire des politiques, puissent être traduits devant le Tribunal pénal international pour crimes de guerre inquiète même le gouvernement Netanyahu. Une chose, cependant, a changé avec la troisième guerre de Gaza. Les opinions publiques européennes ont critiqué l'attaque israélienne, mais le ton n'est plus tout à fait le même qu'avant de la part des gouvernements. Ils se sont montrés, sans trop le dire, plus compréhensifs qu'en 2008 à l'égard d'Israël. C'est probablement lié à la montée du djihadisme dans la région. Les Européens et plus encore les Américains sont maintenant convaincus que l'islamisme radical est une menace pour eux aussi. Les Israéliens ne se privent pas de le souligner.